



9/ Evolution de l'alimentation

Notre proposition

Réussir le passage à l'agriculture durable

Division par deux du gaspillage alimentaire. Pour l'élevage, priorité à la qualité et non à la quantité, (via des politiques de label et d'origine protégée des animaux), à l'adaptation des modes de rémunération des éleveurs et à la reforestation.



L'enjeu pour le climat

La mise en œuvre de ces mesures permettrait de réduire les émissions annuelles de l'agriculture d'environ **135 millions de tonnes de CO₂eq** en 2050, **soit près de 5% de la totalité des réductions d'émissions nécessaires pour respecter notre « budget carbone »**.* En prenant en compte le changement d'utilisation des terres, la réduction pourrait atteindre **jusqu'à 190 MtCO₂eq**.

Les autres raisons de s'y mettre

Création d'emplois

Les emplois éventuellement perdus dans la transformation des produits d'élevage et dans la grande distribution pourront être plus que compensés par de nouvelles opportunités dans l'agriculture et les circuits courts de distribution.

Activité économique

De nombreux éleveurs pourront tirer profit d'une évolution de la quantité vers la qualité, à condition que cette évolution soit fondée sur le volontariat et soutenue par des subventions maintenant les revenus le temps de la conversion. La baisse des productions animales risque d'être préjudiciable aux industriels de l'agroalimentaire, s'ils tardent à faire évoluer leurs politiques d'offre.

Environnement, santé & bien-être

La mise en œuvre de ces mesures permettrait d'utiliser **10 millions d'hectares à d'autres fins que l'alimentation des animaux** (production de végétaux pour l'alimentation humaine ou la production d'énergie). En outre, cela permettrait d'améliorer la santé, la qualité de l'eau et du sol et aiderait à créer un système agricole plus résilient face au changement climatique.

Une hausse du prix des produits de l'élevage pourrait être perçue comme une baisse du pouvoir d'achat. Mais beaucoup trouveront juste – en particulier les jeunes – que le coût environnemental de cette production soit payé par ceux qui la consomment, et non par la société tout entière.

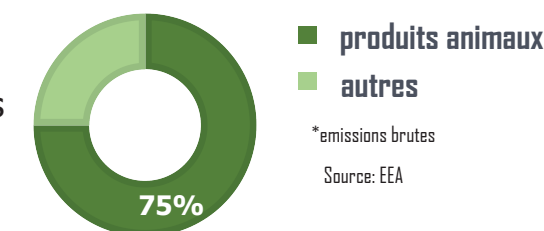
* Notre « budget carbone » : plafond d'émission de gaz à effet de serre visé en 2050, correspondant à une division par quatre des émissions de 1990 des pays membres de l'Union européenne.

9/ Evolution de l'alimentation

Pourquoi ?

L'**alimentation** est responsable de **30%** des émissions de l'Union européenne, l'**agriculture** de **12%** des émissions.

Les émissions de GES de l'agriculture, UE-28 (2012)



75% des émissions brutes du secteur agricole sont générées par l'**élevage**.



En outre, environ **20%** de l'approvisionnement alimentaire des Européens est **gaspillé**.

Comment ?

- **Créer un label « Haute Qualité Environnementale » pour l'élevage**
- Une **rémunération des éleveurs et des coopératives** adoptant un tel label (via la Politique agricole commune) remplacerait avantageusement les modes de subvention actuels
- Harmoniser les méthodologies concernant l'évaluation des pertes et gaspillages, et améliorer la fiabilité de ces données
- Standardiser les dates de consommation indiquées sur les produits alimentaires, et rendre ces informations claires pour les consommateurs
- Mettre en place des campagnes de sensibilisation auprès du grand public sur le gaspillage et les déchets alimentaires

Combien ça coûte ?

Aucun nouvel investissement n'est nécessaire. La Politique agricole commune (la PAC, qui pèse environ 40% du budget de l'Union européenne) a un **budget déjà suffisant** pour soutenir la mesure. Mais il doit être redistribué en conséquence.

Qui paye ?

Les États membres, à travers la PAC. Les consommateurs, en acceptant des prix plus élevés (mais cette augmentation sera compensée par une consommation plus modeste et moins de déchets).